

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE

Quelle évolution de l'opinion depuis la guerre en Ukraine ?

Catrina Schläger
Septembre 2022

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine constitue une rupture dans l'ordre de paix et de sécurité européen. Après plus de 75 ans de paix, la guerre sévit de nouveau en Europe. La mort, l'exil, les expulsions de population font partie, depuis le début de cette guerre, de la réalité politique que vivent les citoyens ukrainiens. Dans son discours prononcé devant le Bundestag le 27 février dernier, le chancelier allemand, Olaf Scholz, annonçait un « tournant historique » pour l'Allemagne en matière de politique étrangère et de sécurité. Dans le cadre d'une enquête d'opinion représentative menée à la demande de la Fondation Friedrich-Ebert, l'institut de recherche spécialisé dans les enquêtes d'opinion Civey a interrogé du 3 au 6 juin 2022 un panel de 2500 citoyens allemands sur leur vision de la politique étrangère allemande.¹ Les principaux résultats sont présentés ci-après.

Affirmations principales du sondage :

1. La diplomatie est nouvellement envisagée à l'aune de la puissance militaire.
2. La politique étrangère peut et doit concilier défense des intérêts nationaux et objectif de maintien de la paix.
3. La diplomatie allemande doit être soucieuse du respect de certaines valeurs, mais pas à n'importe quel prix.
4. La politique étrangère doit mettre fin à la dépendance de l'Allemagne à l'égard d'États autoritaires, même si cela implique une baisse du niveau de vie des citoyens.

QUELLE ORIENTATION DEVRAIT PRENDRE L'ALLEMAGNE EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ?

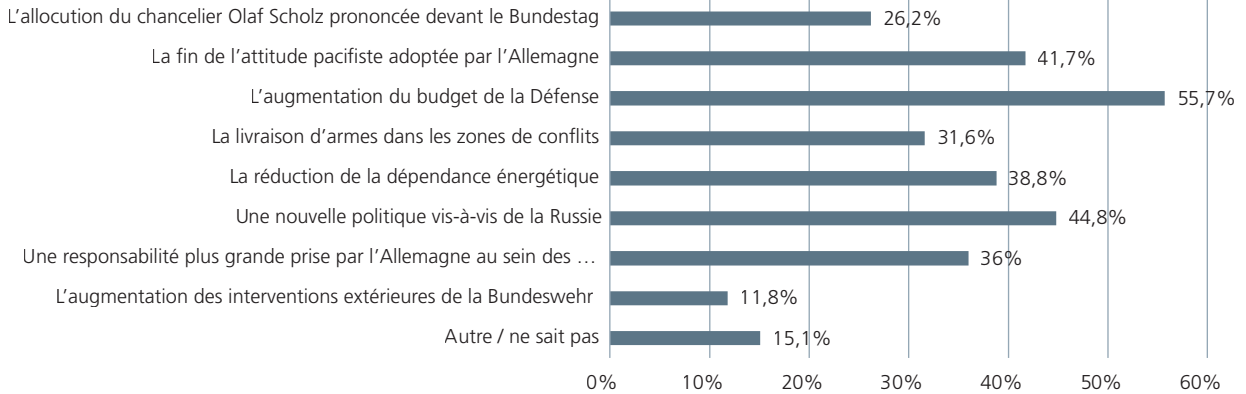
Le concept de « tournant historique » est repris de toutes parts. Pour autant : à quoi fait-il référence ? Parmi les personnes interrogées, 56 % associent le concept de « tournant historique » avec l'augmentation du budget de la défense. On retrouve juste après, avec 45 % des personnes interrogées, cette idée selon laquelle le « tournant historique » s'accompagne d'une nouvelle politique vis-à-vis de la Russie. Enfin, 42 % des sondés y associent la fin de l'attitude pacifiste adoptée par l'Allemagne ainsi qu'une moindre dépendance énergétique (39 %). Parmi les choix de réponse, les différences observées entre les individus positionnés au centre de l'échiquier politique sont minimes.

Parmi les personnes sondées, une grande majorité (86 %) indique être clairement en faveur d'un engagement de l'Allemagne pour l'apaisement des tensions internationales et la résolution pacifique des conflits. Les négociations diplomatiques sont clairement envisagées comme le levier le plus efficace pour résoudre des situations de crise (87 %). Un peu plus de la moitié des personnes interrogées considèrent que les sanctions économiques (55 %) sont un instrument effectif en matière de politique étrangère, contre 22 % qui estiment les interventions militaires plus efficaces. De manière générale, on constate que la population allemande privilégie l'utilisation de moyens civils à d'autres voies d'intervention.

¹ Les données ont été collectées en ligne sur le panel de l'institut Civey par l'intermédiaire de participants dont le profil a été vérifié. Tenant compte de la marge d'erreur statistique, les résultats sont représentatifs de la population étudiée.

Graphique n°1 :

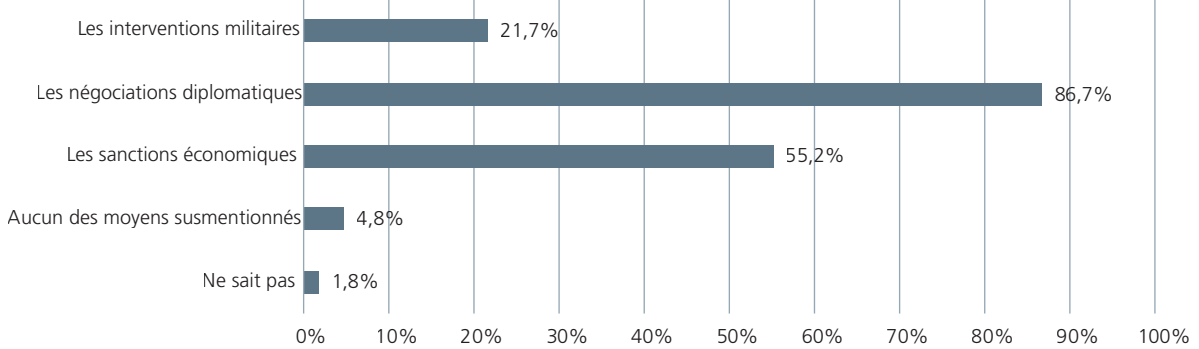
Qu'associez-vous au concept de « tournant historique » en matière de politique étrangère et de sécurité ?



Plusieurs réponses possibles / marge d'erreur statistique dans le résultat final : 3,6 % / Echantillon statistique : 2504 personnes sondées / Période du sondage : 03/06/2022 – 06/06/2022 /

Graphique n°2 :

Parmi les moyens suivants, lesquels vous semblent à même de résoudre des crises internationales ?

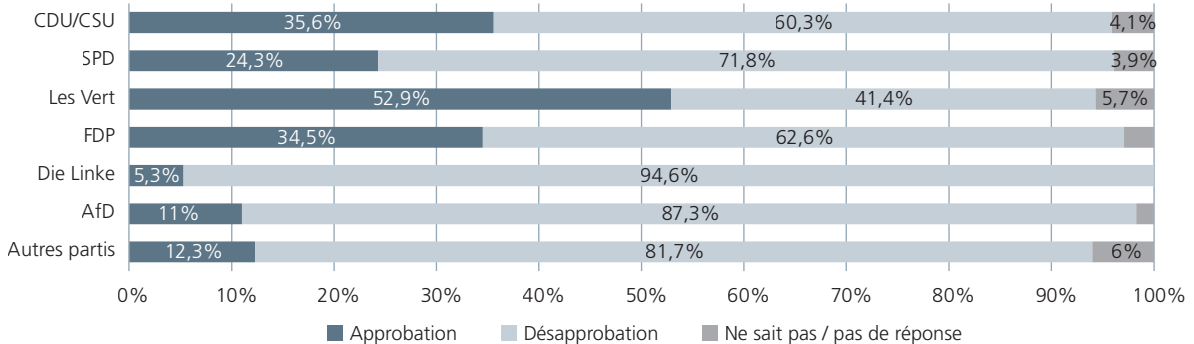


Plusieurs réponses possibles / marge d'erreur statistique dans le résultat final : 3,4 % / Echantillon statistique : 2502 personnes sondées / Période du sondage : 03/06/2022 – 06/06/2022 / ?

Graphique n°3 :

Approuvez-vous l'affirmation suivante : « en cas de nécessité, l'Allemagne devrait intervenir aussi sur le plan militaire » ?

Résultats classés par intention de vote à l'échelle fédérale



Marge d'erreur statistique dans le résultat final : 3,4 % / Echantillon statistique : 2503 personnes sondées / Période du sondage : 03/06/2022 – 06/06/2022 / ?

En cas d'un conflit international, deux tiers des individus sondés rejettent la voie d'une intervention militaire contre 30% qui l'approuvent, dans l'hypothèse où celle-ci s'avérerait nécessaire. Fait surprenant: plus de la moitié des électeurs des Verts se montrent en faveur d'une intervention militaire. Au sein des sympathisants de la CDU ou du FDP, cette proportion

se réduit à un tiers, tombant même à un quart parmi les sympathisants du SPD.

D'après les résultats du sondage, on constate que la tendance à privilégier le recours à des solutions diplomatiques n'implique pas nécessairement une attitude pacifiste.

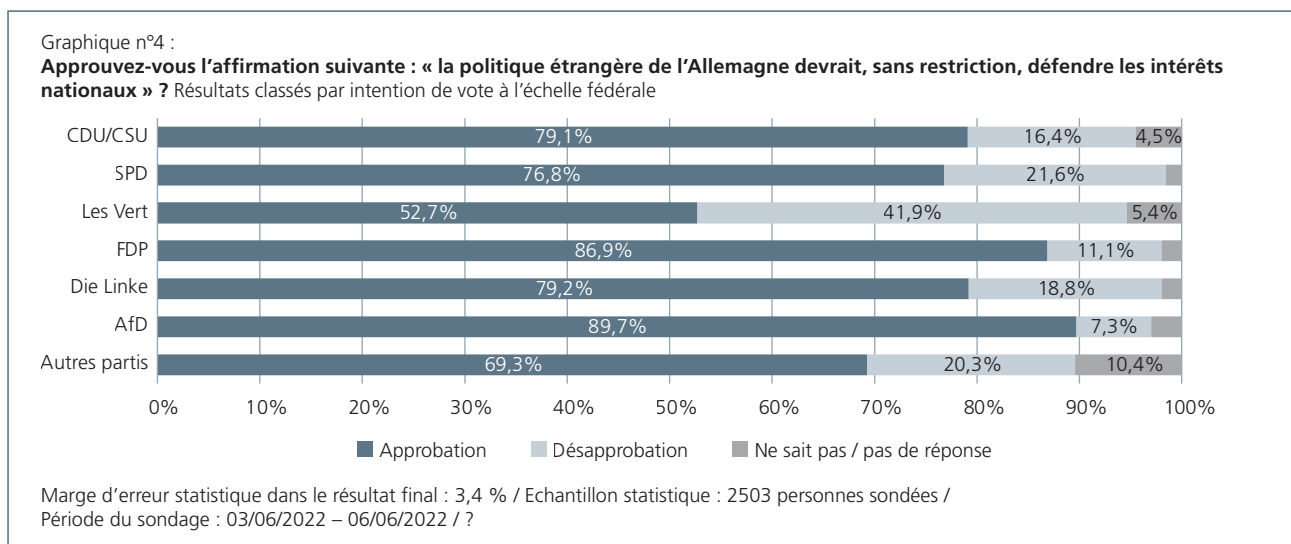
En effet, deux tiers des sondés se prononcent en faveur d'une augmentation des dépenses militaires et presque deux tiers d'entre eux soutiennent la création d'une armée européenne dotée d'une véritable force de frappe de manière à pouvoir tenir tête aux autres superpuissances. C'est à l'aune de la puissance militaire que doit être accordée la primauté à la diplomatie en tant que levier de résolution des conflits, sans que ce nouvel angle d'approche ne mène, dans l'esprit des personnes interrogées, à une politique étrangère interventionniste.

QUEL ÉQUILIBRE TROUVER ENTRE DEUX CONCEPTIONS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE : UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE GARANTE DU RESPECT DE CERTAINES VALEURS ET UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ANIMÉE PAR LA DÉFENSE D'INTÉRÊTS NATIONAUX ?

Dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle politique étrangère après le « tournant historique », le débat qui oppose les « valeurs » aux « intérêts » fait rage. Trois quarts des individus interrogés approuvent l'affirmation selon laquelle « la République fédérale d'Allemagne devrait défendre ses propres intérêts sans restriction à l'international », tandis que 20 % désapprouvent ce positionnement. A l'Est de l'Allemagne, 82 % des individus interrogés sont en faveur d'une poursuite des intérêts nationaux, quand cette proportion s'élève à 73 % à l'Ouest. Rapportés aux affinités politiques, les résultats observés auprès de l'électorat des Verts et des libéraux attirent l'attention : les électeurs du FDP approuvent, à hauteur de 87 %, une politique étrangère orientée vers les intérêts nationaux, tandis que cette proportion plafonne à peine à 53 % parmi les électeurs des Verts. Auprès des sympathisants du SPD, de la CDU et de la gauche radicale Die Linke, les taux d'approbation se situent dans une fourchette entre 77 % et 79 %. Ainsi, au-delà des clivages politiques, on constate qu'une politique étrangère qui défend aussi les intérêts nationaux rencontre un soutien largement majoritaire.

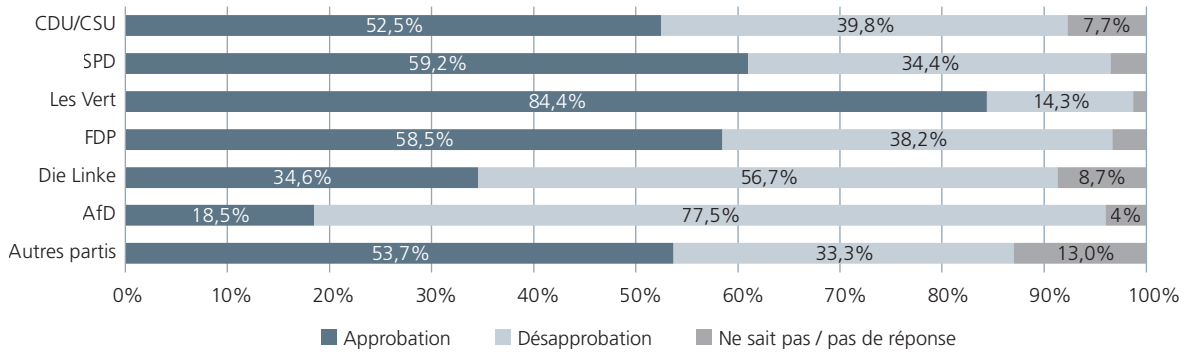
Placés face à l'alternative concrète entre le « maintien de la paix » et la « défense des valeurs universelles », deux tiers des sondés se prononcent en faveur du maintien de la paix et de la sécurité, quand bien même cela signifierait de devoir coopérer avec des pays qui ne partagent pas nos valeurs. Les électeurs du FDP (78 %), ceux de la gauche radicale (78 %) et du SPD soutiennent tout particulièrement cette orientation. A contrario, les sympathisants de la CDU/CSU et des Verts sont moins nombreux à l'approuver (63 % pour les électeurs de la CDU/CSU et 58 % pour les électeurs des Verts). Dans l'ensemble, il apparaît que la conception d'une politique étrangère guidée par les intérêts nationaux et orientée vers le maintien de la paix rencontre un large assentiment de la population.

La question de savoir si la politique étrangère doit se soucier d'imposer le respect de certaines valeurs, y compris lorsque cela s'accompagne de difficultés, s'avère controversée. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées se prononce en faveur du respect de certaines valeurs, même au détriment des intérêts nationaux, tandis que 40 % rejettent cette idée. Le positionnement des électeurs des Verts se distingue ici tout particulièrement : 84 % d'entre eux défendent une orientation de la politique étrangère qui accorderait à la défense des valeurs une place centrale, en dépit d'éventuelles répercussions dommageables. Les électeurs du SPD, du FDP et de la CDU/CSU se montrent un peu plus réservés sur la question. Dans l'ensemble, une majorité claire se dessine dans chacun des trois partis en faveur d'une politique étrangère soucieuse de faire respecter leurs propres valeurs, en dépit des inconvénients subséquents.



Graphique n°5:

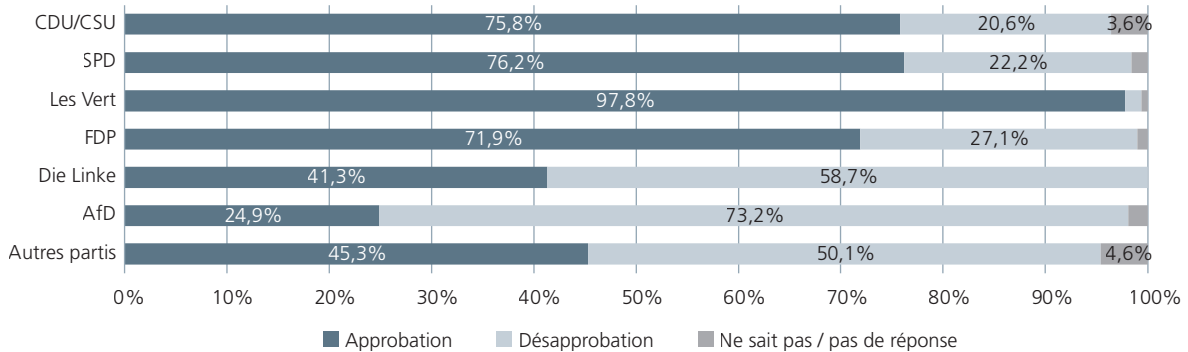
Approuvez-vous cette affirmation : « la politique étrangère doit imposer le respect de valeurs, même si cela nuit aux intérêts nationaux » ? Résultats classés par intention de vote à l'échelle fédérale



Marge d'erreur statistique dans le résultat final : 3,5 % / Echantillon statistique : 2502 personnes sondées / Période du sondage : 03/06/2022 – 06/06/2022 / ?

Graphique n°6:

Approuvez-vous l'affirmation suivante : « l'Allemagne devrait réduire sa dépendance vis-à-vis de pays tels que la Russie ou la Chine, quand bien même le niveau de vie des Allemands s'en trouverait impacté » ? Résultats classés par intention de vote à l'échelle fédérale



Marge d'erreur statistique dans le résultat final : 3,5 % / Echantillon statistique : 2501 personnes sondées / Période du sondage : 03/06/2022 – 06/06/2022 /

Pour de nombreux individus, la dépendance vis-à-vis de la Russie ou de la Chine est une situation insupportable. Au total, deux tiers des personnes interrogées se disent prêtes à voir leur niveau de vie diminuer en échange d'une moindre dépendance. Trois quarts des électeurs du SPD (76%), de la CDU (76%) et du FDP (72%) veulent supprimer ces situations de dépendance en dépit d'un éventuel recul du niveau de vie. C'est auprès des électeurs des Verts que la proportion est ici au plus haut, avec 98%. Une nouvelle politique étrangère devrait donc également poursuivre cet objectif de réduction de la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis des régimes autoritaires.

AUTEUR

Catrina Schläger (Fondation Friedrich-Ebert,
Département Analyse et prospective)

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert
41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

Tel. +33 (0)1 45 55 09 96

Fax: +33 (0)1 45 55 85 62

<https://paris.fes.de>

fes@fesparis.org

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Clavaud, Amandine

La crise sanitaire en France

Les droits des femmes mis à l'épreuve
Paris, 2022

Wixforth, Susanne; Botsch, Andreas

Autonomie stratégique pour une Europe sociale et souveraine

Bonn, 2022

Miersch, Matthias

Le « tournant historique » de l'Allemagne

Entretien avec Matthias Miersch
Paris, juin 2022

Mützenich, Rolf

L'Allemagne et le « Zeitenwende »

Entre permanence et changement
Paris, juin 2022

Fondation Friedrich-Ebert

Security Radar 2022

Synthèse
Paris, 2022

Samuel Greef, Alain Olive, Johan

Sjölander, Emanuele Toscano

L'extrême droite européenne contre les travailleurs

Un dialogue social menacé
Paris, 2022

Grabosch, Robert

La loi allemande sur le devoir de vigilance

L'Allemagne pose de nouveaux jalons pour
la protection des droits humains
Bonn, janvier 2022

Schmid, Nils

Afficher notre unité

La politique étrangère du SPD face aux
nouveaux défis internationaux
Paris, décembre 2021

Borucki, Isabelle

La politique en voie de digitalisation ?

Expériences et défis des partis politiques
allemands face au numérique
Paris, décembre 2021

Rohde, Jan Philipp

La transformation sociale-écologique en Allemagne

Propositions des syndicats allemands
Paris, décembre 2021

Saxer, Marc

Plaidoyer pour une « transformation réaliste »

La stratégie de la social-démocratie allemande
Paris, novembre 2021

Bläsius, Julia

Quel bilan faire de la campagne ?

Les élections fédérales en Allemagne
Paris, octobre 2021

Hansen, Annika S. ; Gienanth, Tobias von

Le Sahelistan

Pourquoi le Mali n'est pas l'Afghanistan
Paris, septembre 2021